

## **Prochaines étapes - Actions et Initiatives des partenaires du PFBC**

### **Tel que reçu des partenaires du PFBC :**

#### **ALLEMAGNE**

Comme dans le passé, l'Allemagne manifeste un intérêt continu d'apporter un appui à la sous-région dans la conservation et gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo.

L'Allemagne s'est engagée à accompagner la COMIFAC dans la mise en œuvre de la Déclaration de Yaoundé. Elle a ainsi mis en place dès sa création d'un programme d'appui à la COMIFAC qui peut aujourd'hui se réjouir d'avoir contribué entre autres à la mise en place des structures du Secrétariat Exécutif et des Institutions sous-régionales partenaires, au renforcement de la participation de la société civile, au dialogue international sur les forêts, à la promotion de la certification forestière et à la lutte anti-braconnage dans les parcs nationaux.

- Pour ce qui est du Plan de Convergence révisé, l'Allemagne s'est encore engagée à mettre en place une phase nouvelle de son Programme d'Appui.
- Au centre de notre coopération future peuvent être cités le processus d'Accès et Partage des Avantages dérivées de la gestion des ressources génétiques dans le cadre de la Convention sur la Biodiversité, le parc transfrontalier entre le Tchad et le Cameroun, la participation à la Fondation sur le Tri-National de la Sangha (FTNS) et la promotion de la certification forestière.
- L'Allemagne va continuer à travailler pour la structuration du dialogue entre la Chine et la COMIFAC sur les forêts.
- Je tiens à ajouter, que les partenaires techniques et financiers seront plus nombreux à soutenir davantage cette institution, lors qu'ils auront constaté qu'elle bénéficie déjà d'un appui important des pays du Bassin du Congo eux-mêmes.
- Mise à part cette approche régionale, l'Allemagne continue à s'engager dans deux pays, le Cameroun et la RDC, qui ont choisi le secteur environnement et forêts comme priorité. En RDC, la coopération apporte un appui à la mise en œuvre du Plan National Environnement, Forêts, Eau et Biodiversité au niveau national et dans trois Provinces. Dans les prochaines années, le renforcement des capacités des structures du ministère central et des autorités compétentes dans les provinces, le processus de zonage, la foresterie communautaire, le reboisement, les capacités de gestion des parcs nationaux et des zones tampons seront au centre de nos actions.
- Au Cameroun, nous continuerons l'appui au Programme Sectoriel Forêts Environnement, qui contribue aussi à la gestion durable et à la valorisation des ressources forestières du Bassin du Congo.

## **CANADA**

### **L'Appui du Canada au Bassin du Congo**

Le Canada est un partenaire de longue date des pays du Bassin du Congo, contribuant à leur développement économique et le renforcement de leurs capacités à gérer leurs ressources naturelles. L'appui du Canada pour la région a pour but de stimuler une croissance économique durable, de favoriser la sécurité alimentaire et d'assurer l'avenir des enfants et des jeunes. Cet appui est également harmonisé avec la vision de l'Union africaine d'une Afrique unie, bénéficiant d'un développement social et économique fort, d'institutions publiques plus responsables et de ressources naturelles durables — une vision qui ne peut être réalisée que par une coopération et une intégration régionales considérables.

Les contributions canadiennes au Fonds Forestier du Bassin du Congo, géré par la Banque africaine de développement, ainsi qu'au Fond de partenariat pour le carbone forestier (FCPF), un partenariat mondial géré par la Banque mondiale, s'inscrivent aussi dans le cadre de l'engagement du Canada en vertu de l'Accord de Copenhague, au titre du financement accéléré de telles mesures. Le Canada est d'ailleurs le 3<sup>e</sup> plus important contributeur au Fonds de préparation du FCPF (40 million sur 360 millions \$ promis).

### **Initiatives appuyées par le Canada pour le Bassin du Congo**

#### **Appui au Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo – CAD\$20 million, 2012-2014**

Le Canada a contribué \$20 million au Fonds pour les Forêts du Bassin du Congo dans le but de réduire la pauvreté et de lutter contre les changements climatiques en réduisant, ralentissant, et éventuellement en renversant le taux de déforestation dans la région du bassin du Congo.

#### **Fonds de partenariat pour le carbone forestier - Fonds de préparation- 40 million, 2011-2020 et pour le Fonds carbone : 5 million, 2012-2020**

La contribution du Canada au FCPF a pour but de soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre découlant de la déforestation et de la dégradation des forêts. Il appuie également la conservation et la gestion durable des forêts ainsi que le renforcement de stocks de carbone forestier (quantité de carbone stocké dans les écosystèmes forestiers) des pays en développement des régions tropicales et subtropicales.

#### **Cinquième reconstitution des ressources (2010-2014) - Fonds pour l'environnement mondial (FEM)- 216 570 000 \$, 2010-2014**

A travers le Fonds pour l'environnement mondial, le Canada aide les pays en développement à mettre en œuvre leurs priorités au chapitre de l'environnement et les accords multilatéraux qu'ils ont conclus. Ceci est fait dans des domaines comme les changements climatiques, la biodiversité, la dégradation des sols, la gestion des produits chimiques, la foresterie durable et les eaux internationales.

#### **Le Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique de l'ACDI - 23 196 954 \$.**

Le Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique soutient des projets visant à atténuer les effets du changement climatique et à améliorer l'adaptation locale aux impacts des difficultés liées au climat en Afrique, plus précisément dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la croissance économique. Le Fonds s'inscrit dans le cadre de l'engagement du Canada en vertu de l'Accord de Copenhague, au titre du financement accéléré de telles mesures.

À l'issue d'un appel de propositions lancé en 2012, le Canada a conclu des partenariats avec les neuf organisations ci-dessous pour exécuter dans huit pays africains dix projets:

- Adventist Development and Relief Agency- Rwanda
- Association des coopératives du Canada – Éthiopie
- Cégep de la Gaspésie et des Îles- Sénégal
- CHF – Éthiopie et Ghana
- Société canadienne pour nourrir les enfants - Ghana
- Union des producteurs agricoles — Développement international – Burkina Faso
- Université de Guelph — Campus d'Alfred – République démocratique du Congo
- Vision Mondiale Canada – Tanzanie
- Institut national pour le développement durable - Burundi, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe

À titre d'exemple le projet **B-ADAPT** avec **Cuso International et le Réseau Africain des Forêts Modèles au Cameroun** vise à accroître le bien-être économique et l'accès à des aliments nutritifs, salubres et en quantité suffisante pour 2 000 producteurs et productrices des forêts modèles de Campo-Ma'an (région au sud) et de Dja et Mpomo (région à l'est), tout en renforçant leur résilience face au changement climatique. L'objectif est d'implanter un système de soutien technique, de fournir des services et de créer des entreprises commerciales rentables qui sont autonomes, résilientes et gérées dans la collectivité. Les bénéficiaires ciblés sont les producteurs agricoles des régions rurales, en particulier les femmes, les jeunes et les collectivités autochtones, qui sont le fondement du système d'agriculture alimentaire de la région.

### **Réseau africain de forêts modèles – 15 million\$**

Durant la période 2009-2014 le Canada a appuyé la création et le développement du Réseau africain de forêts modèles (RAFM), dans le cadre d'un programme de 15 millions \$ dédié à l'Afrique francophone. Les *forêts modèles* sont des tables de concertation et d'action, ancrées sur de vastes territoires, favorisant la collaboration multi-acteurs en appui à la gestion durable des forêts. Cette initiative a conduit au renforcement de deux FM préexistantes au Cameroun ainsi qu'au développement de cinq FM en RDC, au Congo et au Rwanda. Les FM camerounaises ont bénéficié d'un financement de projet du Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique, qui a donné lieu à des interventions permettant d'améliorer la productivité agricole des collectivités forestières. La FM du Lac Tumba, en Équateur (RDC), est l'un des paysages qui bénéficient du projet COBAM mené par le CIFOR avec l'appui financier du PACEBCO (projet en cours).

## **CONSERVATION INTL (CI)**

- 1) Work with partners in the region to get more countries to sign on to the Gaborone Declaration for Sustainability in Africa (<http://www.gaboronedeclaration.com/>), a green development alliance that CI has been supporting.
- 2) Assist in connecting universities in the consortium to those in the DRC with programs that focus on environmental training.
- 3) Explore the possibility of CI helping to host educational / technical exchanges/visits by people in the Maiko-Tayna-Kahuzi-Biega (MKTB) Landscape (e.g., visit by Burundian park and/or tourism officials to see the management and tourism potential of Kahuzi-Biega National Park). CI interventions in MKTB are supported by CARPE III, Central Africa Ecosystems Conservation Project (CAFEC) project.

## **FRANCE**

La France, consciente du fait que la conservation et gestion durable des forêts a un impact positif pour le climat, a apporté un appui continu pour REDD+ et des actions connexes.

Elle a ainsi signé la Déclaration forêt lors du Sommet climat à New York le 23 septembre dernier. Cette Déclaration, saluée par son objectif concret de diviser par deux le défrichement de la forêt naturelle d'ici 2020 et de l'éliminer d'ici 2030, fait partie de nombreuses initiatives lancées par des gouvernements, des entreprises, et de la société civile afin de renforcer l'ambition en vue de la conférence climat à Paris en 2015.

Les forêts du Bassin du Congo continuent une priorité pour la France. En 2014-2015, 30M d'euros seront engagés par l'Agence Française de Développement :

- 20M€ en lien avec la République du Congo, dans le cadre de la conversion de dette, pour notamment i) l'aménagement des concessions encore non-aménagées dans la cuvette de Sangha, et ii) un programme cacao dans le Nord-Congo ;
- 6M€ de dons pour l'aménagement durable des forêts en République démocratique du Congo ; et
- 5M\$ au travers le Fonds Carbone du Fonds de Partenariat pour le Carbone forestier. A noter que 2 des 6 programmes REDD+ (à l'échelle nationale ou sous-nationale) participants dans le Fonds Carbone se situent dans la sous-région : au Nord-Congo et dans la République Démocratique du Congo (RDC).

En complément, 10 M d'euros seront engagés en 2014-2015 par l'Agence Française de Développement, dans le cadre de l'accord de conversion de dettes France-Gabon pour un projet de lutte contre la grande criminalité faunique et le trafic d'ivoire au Gabon, qui vise à améliorer l'état des populations d'éléphants au Gabon par des activités centrées sur (i) la lutte anti-braconnage sur le terrain ; (ii) la lutte contre les réseaux de commerce illégal d'ivoire ; et (iii) l'amélioration des connaissances et l'adhésion des populations à la politique nationale de conservation de l'éléphant.

## IUCN

IUCN will work with CBFP partners to 1) explore and capitalize on issues related to nature-based solutions to climate change and under development, notably by promoting equitable and sustainable REDD+ mechanisms and regimes, 2) promote effective and equitable governance of nature's use as we strive to valorize nature by sustainably managing its resources, 3) working in collaboration with partner organizations and member states within a global framework to address poaching, illegal wildlife and ivory trade in Central Africa region. This will facilitate the implementation of the COMIFAC Convergence Plan and recommendations of existing Sub-regional and International Conventions signed and/or ratified by Congo Basin countries (COPs, Aichi Targets, Rio, etc).

Specifically, IUCN is committed to work with CBFP partners to support :

- Conservation through integrated landscape management that includes restoration of forest and degraded landscapes to fight against the negative effects of climate change (mitigation and adaptation), support on-going REDD+ readiness schemes to promote national and local development, making sure that all key actors have the necessary capacities to do so,
- CEFDHAC Networks (REPALEAC, REFFAD, RIFFEAC, REPAR, RERAC, REJEFAC) and other pertinent CSOs to fully play their roles as highlighted in the COMIFAC Treaty and subsequent Ministerial Meetings as well as recommendations of CEFDHAC National and Sub-regional Forums (e.g. management of consultation processes, support to rural conservation and development projects, capacity-building, etc ;
- Good environmental governance, notably by supporting the implementation and reform of national forestry, environmental and land tenure conservation policies, legislations and regulatory frameworks ( e.g. ARCUS) as well as greater transparency in extractive business sector, to address current and emerging environmental/development concepts and initiatives;
- Harmonization of land use planning policies at the regional level;

- Green economy through certification of economic operations (logging, mining, tourism, agro-industry), implementation of Equator principles and social responsibility);
- Effective management and certification of Protected Areas for conservation of biological diversity and environment services;
- The various initiatives of vulnerable groups like local and indigenous communities and women groups (e.g. mainstreaming gender issues in biodiversity conservation project and programs) in the process of natural resources management and green economy;
- The development of an Ecosystem Profile for the lower Guinean Forest to determine the status of species and develop strategies to promote investments that will facilitate sustainable management of KBA and corridors for the next 5-10 years; Provide technical and strategic support to COMIFAC within CBFP framework context for implementation of Convergence Plan with particular focus on emerging thematic issues such as REDD+, climate change, biodiversity and environment, extractive industries, ivory trade and Asian market linkages, integrated land use planning and management etc
- Organization and facilitation of high profile 'Big Strategic Events' with COMIFAC countries, donors and other key players, to generate and maintain political dialogue on conservation and sustainable development initiatives within the Congo basin
- Organization of Central Africa Heads of States summit to address key political issues aimed strengthening sub regional collaboration notably trans border security to combat illegal wildlife trade and criminality, promoting concerted approach in global REDD+/CC negotiations;
- Capacity building in the use of biodiversity conservation data and tools to foster conservation (e.g. BIOPAMA/OFAC Observatory).

## **JAPAN**

Les activités prévus de la coopération japonaise sont comme ci-dessous :

1) Projets exécutés par la JICA (Japan International Cooperation Agency)

1.1 Projet de la GDF et de renforcement du système national de surveillance forestière pour REDD+ en RDC

La phase actuelle va finir le mois de mai 2015 (en cour de planification de la prolongation).

1.2 Projet de Développement du Système d'Inventaire des Ressources Forestières Nationales au Gabon

La phase actuelle va finir le mois de septembre 2015 (en cour de planification de la prolongation).

1.3 Projet d'appui à la COMIFAC

Il est l'étape d'adoption au niveau du Ministère d'Affaire Etrangère.

## 2) Projet exécuté par le Gouvernement du Japon

### 2.1 Programme d'appui à la gestion forestière et faunique au Cameroun

Il est en train de fixer le budget du Programme au niveau du Japon pour démarrer la phase de la progression à partir du mois de novembre 2014.

## **NORVEGE**

Norway is pleased to support the Congo Basin Forests Partnership Anchor Conference on Climate and Land use, REDD+ and Low Emissions Development. Regional collaboration to tackle deforestation and forest degradation is a key reducing climate change. In this sense, COMIFAC and CBFPP have important roles to play to ensure and facilitate cooperation between governments, NGOs, indigenous peoples, women's groups, private sector and regional and international actors.

Norway's International Climate and Forest Initiative was founded by the Norwegian Government in 2008. The initiative supports the efforts of partner countries to reduce emissions from deforestation and forest degradation. The role of the civil society and the private sector in this struggle is crucial.

Reducing deforestation will in addition to preventing global warming, preserve important ecosystem services, such as protection of water resources. Last but not least: actions implemented to reduce deforestation, such as sustainable agriculture and land use, is closely linked to sustainable development and poverty alleviation.

In the advanced stages of REDD+, developing countries should be able to receive payments based on emissions reductions. To reach this stage, countries need to build and implement robust national REDD+ strategies for reducing deforestation.

Norway is supporting efforts to reduce emissions from deforestation and forest degradation (REDD+) in the Congo Basin through several channels and actors working on different levels:

Norway provides considerable support to multilateral actors on REDD+, including the UN-REDD Programme, the World Bank's Forest Carbon Partnership Facility (FCPF), the Forest Investment Program (FIP) and the BioCarbonFund. These are important initiatives in the Congo Basin, working closely with governments and civil society in furthering and applying REDD+. They provide support to countries for national REDD+ strategies and processes. Important elements in these strategies are analyzing the drivers of deforestation, designing national REDD+ strategies, embarking on cross-sector reforms and preparing and implementing national land-use plans. Supporting such national efforts is central to Norway's International Climate and Forest Initiative.

- A priority for the Norwegian Climate and Forest Initiative is support to civil society, including support to indigenous peoples and women. Civil society organizations are important actors in moving the REDD + agenda forward. The Norwegian Agency for Development Cooperation (Norad) is managing a separate funding scheme for civil society support on REDD+. Through this scheme, Norway is supporting a variety of projects in the Congo Basin.

- Norway is a donor to the African Development Bank's Congo Basin Forest Fund (CBFF), which funds projects in all 10 COMIFAC countries. Both civil society, NGOs and governments are implementing partners in these projects. There is also involvement from the private sector, which is important in efforts to reduce deforestation and forest degradation. Some projects take place at the regional level, with strong ownership from COMIFAC.
- Finally, Norway has close collaboration with donor partners in the region. We work particularly closely with USAID on the Central Africa Regional Program for the Environment (CARPE). This regional program is co-financed by Norway and USAID, and NGOs are implementing projects through a landscape approach.
- Norway will continue to support the region through a number of initiatives and activities. A new call for proposals under the civil society grant scheme, which will include the Congo Basin, will be announced later this year. Further, Norway remains open to consider support to other initiatives for reducing emissions from deforestation and forest degradation in the region.

The Norwegian Ministry of Climate and Environment and Norad look forward to having this opportunity, provided by CBFP, to follow up the important work that is taking place in the region, some of which we support financially, to exchange experiences, strengthen partnerships and learn more about ongoing and future initiatives. The Norwegian government will continue the strong support to the Norwegian International Climate and Forest Initiative, which has been extended, for the time being, until 2020.

## **SNV – Netherlands Development Organisation**

SNV is active in Central Africa through country programmes in Cameroon and DRC and project activities in Republic of Congo, Gabon, Central African Republic and Equatorial Guinea. SNV works in three main fields of work, Agriculture, Renewable Energy and Water, Sanitation and Hygiene (WASH). It has also developed a transversal REDD+. Energy and Agriculture Programme (REAP). To address the causes of deforestation linked to energy and agriculture related activities. In the framework of the REAP programme, SNV has developed a number of tools and knowledge products, which are available online. Some of which were also displayed at the PFBC table.

In particular, two of these tools are currently piloted in Central Africa and SNV is looking for partners to help to scale up these tools to a regional scale.

As highlighted during the PFBC meeting, land use planning is key to any REDD+ strategy. The Siting Tool<sup>11</sup> developed by SNV aims to help identify areas suitable for sustainable agricultural expansion. This tool can provide strategic information for investors, companies and governments on meeting targets for economic development while mitigating the impact on forests. The Tool is based on the High

---

<sup>11</sup> More details on the siting tool are available <http://www.snvworld.org/en/redd/publications/reap-siting-tool-briefing-paper>

Conservation Value (HCV) Toolkit (HCV Consortium, 2009) to address a broad range of sustainability initiatives (like RSPO, RES-D, RSB, RTFO etc.). To provide additional and make HCV assessments more transparent in general, the Siting Tool, in which additional 'risk categories' are added to demonstrate the risk of violating a standard. A major advantage of the Siting Tool is that existing criteria from leading sustainability initiatives are used and combined with a biophysical suitability and human well-being analysis. As such, the most relevant standard(s) in the sector can be selected and the criteria 'translated' into spatially relevant, measurable indicators. The tool can thus be used to identify areas suitable for sustainable expansion of agriculture (for example coffee, cocoa, rubber and oil palm), as well as identify important conservation and human well-being values in the landscape. The Siting Tool is piloted in DRC, RoC and Cameroon for Palm Oil and Coco value chains.

In Central Africa, wood-fuel is the most widely fuel used by population, often supplying an important share of the energy consumed in a country, such as up to more than 80% in DRC. In many areas, wood-fuel collection and processing can be an important driver of deforestation, in particular in areas supplying big cities, such as Kinshasa or Kisangani in DRC. On the other hand, wood-fuel supply chains provide jobs for hundreds of thousands of people and in the short to medium term, there is no alternative to wood-fuel to provide energy to millions of people in the sub-region. However, wood-fuel value chains can be transformed in order to contribute to reforestation and socio-economic development in rural areas while providing clean and efficient energy efficient to the users. To help transforming value chains in such a way, SNV developed a REDD+ Compatible Fuel Wood Value Chains approach aiming at identifying and comparing possible interventions at every stage of the value chain. The interventions are compared using the 3Es framework: Cost Efficiency, Carbon Effectiveness and Equity & Co-benefits. Projects promoting improved production and transformation of wood-fuel (sustainable charcoal) as well as improved consumption (improved cook stoves).

In order to scale up these interventions and the use of the innovative tools SNV is looking for technical and financial partners.

Finally, energy production and use is central to the way natural resources, including forests, are managed. In DRC, SNV and UNDP collaborated with the Ministry of Hydrologic Resources and Electricity to produce an Atlas of Renewable Energy Resources. This is a tool for decision making in the energy sector and aims at promoting decentralized and participatory energy planning. SNV would be delighted to work with partners to support Government in the sub regions to develop a similar Atlas.

## **TRANSPARENCY INTERNATIONAL**

### **REDD+ Governance and Finance Integrity for Africa Project Announced**

Outreach activities will be carried out in Central African Republic (CAR), Congo, and Democratic Republic of Congo (DRC). Work in these three countries is new for TI as we do not have TI chapter representation there. TI has however begun to engage with actors already active on the ground. This project will therefore seek to further

strengthen our relationships with local stakeholders from public and private sectors and civil society, and initiate exploratory capacity building and advocacy actions. This work will be coordinated by a staff member based in the region.

*Results for target groups, final beneficiaries and local partners*

Overall objective

Improved anti-corruption policy and practice in REDD+ finance and governance in Africa through the development of effective strategies and policies which contribute to prevent corruption in REDD+ in Africa

Specific objectives

- To strengthen citizens' engagement in and demand for transparent, accountable and non-corrupt REDD+ governance and finance policy development and monitoring, nationally and regionally.
- To empower potential victims and witnesses of corruption and fraud in REDD+ actions (including land acquisitions) to pursue their corruption-related complaints.
- To strengthen national, regional and global anti-corruption policies and practices of public institutions and private sector actors responsible for REDD+ actions.

Outputs

- **Citizen and civil society engagement:** training workshops, community visits, seminars, e-learning, advice services, network / coalition building, multi-media information products and campaigns.
- **Anti-corruption tools:** project monitoring tools & applications, citizen reports, advice and legal support services to victims and witnesses of corruption in REDD+, REDD+ corruption risk / governance assessments and risk maps; REDD+ integrity online platform.
- **Policy inputs:** corporate accountability framework, written policy inputs.
- **Advocacy and communications:** press statements, meetings and working groups, web, blog and social media, publications and reports, quarterly updates, partnerships and joint initiatives with other CSOs, campaigns, letters, press statements, oversight/ observer status.

As a civil society anti-corruption watchdog with 20 years' experience fighting corruption, 7 years promoting forest governance integrity and almost 5 years addressing anti-corruption in climate finance globally, TI is committed to drive for significant advances toward achieving this overall objective. By contributing to the protection of REDD+ policy, projects and finance from corruption and fraud, TI will

support REDD+ in becoming a viable way to genuinely reduce greenhouse gas emissions

## **UNION EUROPÉENNE**

L'Union Européenne est un partenaire de longue date des pays du bassin du Congo pour les questions de forêts et d'environnement. Les premiers programmes de conservation ont été établis à la fin des années quatre-vingt au Tchad, au Zaïre et en République Centrafricaine.

Actuellement, cet appui se mobilise au travers du Fonds Européen de Développement – FED – et du budget de la commission (Programme Thématique Environnement et Ressources Naturelles ENRTP) et se traduit selon plusieurs axes: (i) conservation de la biodiversité, (ii) gouvernance et légalité forestières, (iii) atténuation et adaptation au changement climatique, (iv) renforcement des capacités, (v) systèmes d'information forestière et de biodiversité.

Des évolutions importantes peuvent influencer les actions de l'Union Européenne pour 2014-2020.

- Une procédure de revue du Plan d'action FLEGT est en cours.
- Une approche stratégique panafricaine de conservation de la nature donnera un cadre cohérent et concerté aux actions pour les 10 prochaines années.
- La COP de la convention cadre sur le Climat à Paris en 2015 mobilise tous les services de l'UE pour obtenir des résultats ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En termes concrets, le 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (2014-2020) prévoit des enveloppes très importantes pour les secteurs forêts et biodiversité dans le bassin du Congo, en particulier :

- L'enveloppe nationale de la RDC est de 120 millions pour la biodiversité et le développement rural. Les projets se concentreront autour de 5 aires protégées majeures dans une gestion territoriale (protection de l'AP, développement rural et économique autour de celle-ci). Les aspects de gouvernance forestière, de bois-énergie seront également présents.
- L'enveloppe nationale du Tchad est de 30 millions pour la gestion en premier lieu du Parc de Zakouma et dans une moindre mesure d'autres Aires Protégées sahéniennes.
- L'enveloppe régionale Afrique Centrale est en cours de discussion avec les institutions régionales, mais devrait doubler par rapport au 10<sup>ème</sup> FED. La gestion d'aires protégées prioritaires (dans leur zone d'influence) absorbera les deux tiers de l'effort, tandis que les autres financements seront affectés à de la formation, du contrôle de braconnage et de trafic, de l'information (OFAC).

- L'enveloppe Tous pays ACP, également doublée, améliorera les observatoires régionaux de biodiversité, des actions de formation et sensibilisation, des actions de terrain dans les aires protégées, des actions de lutte contre le trafic de vie sauvage

En outre le budget propre de la Commission prévoit une série d'activités sur le bassin du Congo en 2015 (pour un total de ± 60 MEUR)

- CAWHFI : Appui aux sites du patrimoine mondial dans les paysages Tridom et TNS
- GBIF : plateformes nationales d'information de biodiversité
- Réduction de la demande dans les pays asiatiques
- Soutien des ONGs comme observateurs des APV (via un appel à propositions)
- Soutien au secteur privé pour la mise en œuvre des APV
- Projets de la Global Climate Change Alliance en RDC, au Tchad et au Rwanda (21 MEUR au total)

## **UNITED STATES**

Conservation priorities for U.S. Fish and Wildlife Service support in 2015 include conserving Gabon's wildlife in partnership with Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN), reducing bushmeat consumption and its commercial trade, improving wildlife security at key sites, minimizing the impacts of extractive industry on wildlife, developing capacity for conservation through team-based approaches and in collaboration with Ecole de Faune de Garoua in Cameroon, and strengthening site-based conservation at Virunga National Park (DRC), Conkouati-Douli National Park (ROC), the Tsuapa-Lomami-Lualaba (TL2) area (DRC), and the Sangha Trinational area with Odzala National Park. Technical assistance includes Francophone Africa CITES Capacity Development.

The United States will continue to build capacity in the Congo Basin through the Global Silvacarbon program and other REDD+ capacity building programs.

Under the Central Africa Forest Ecosystems Conservation (CAFEC) project, USAID/CARPE will continue to implement its forest, climate change mitigation and biodiversity conservation programs within the eight CBFP landscapes in DRC and the Republic of Congo (RoC), linking these with National REDD+ Strategies and Action Plans, Low Emissions Development Strategies and Biodiversity Strategies and Action

Plans to the extent practical. The World Wildlife Fund (WWF), the Wildlife Conservation Society (WCS), Conservation International (CI) and the African Wildlife Fund (AWF) are implementing various components of the CARPE/CAFEC project in DRC and RoC.

Under its Environmental Monitoring and Policy Support (EMAPS) project, CARPE will support regional institutions (COMIFAC and OSFAC) with grants to carry out specific activities in support of CARPE programs in the region in collaboration with NASA and the University of Maryland, focusing on policy issues that affect biodiversity conservation, forest loss and degradation and tools and methodologies for land cover change detection and monitoring, and policy and operational measures to reduce illegal wildlife trafficking. In addition, CARPE will support the EMAPS project, implemented by the World Resources Institute (WRI) to develop comprehensive information systems to provide web-based portal access to a number of ministries in DRC and the Republic of Congo, concerned with land management, infrastructure and renewable and mineral resource exploitation. This system will be linked to the web-based resources such as Global Forest Watch 2. Principal implementers of the EMAPS project are: WRI, U.S. Forest Service (USFS), NSA/University of Maryland Consortium, and the Central Africa Forest Observatory (OSFAC).

USAID/CARPE looks to continue long term technical assistance to COMIFAC and limited support to Cameroon and Gabon under its collaboration with the U.S. Forest Service. As part of the CARPE program, the U.S. Forest Service supports national institutions to build capacity to implement their climate change and forest management mandates.

CARPE will provide support to Gabon National Parks Authority on specific aspects of wildlife management that complement support activities there from other USG agencies. CARPE will support the CBFP Facilitation in developing and coordinating its plans in the CARPE focus countries. CARPE implementing partners intervene in CBFP priority landscapes across the Congo Basin to support governments, communities, and local civil society to work towards sustainable forest management and biodiversity conservation.

As part of our effort to combat illegal logging and associated trade, we plan to conduct Lacey Act enforcement training with key justice, customs, ministry and other authorities from around the Congo Basin, to increase capacity and effectiveness in pursuing, documenting and bringing to trial natural resource crimes.

## WCS

1. **Kibira National park:** WCS intends to open an office in Burundi to support the conservation and management of the Kibira National Park (the remaining largest mountain forest block in Burundi). Over the last 2 years with the support from USFWS and MacArthur Foundation WCS has been supporting the transboundary conservation of Nyungwe-Kibira Landscape in an effort to contain cross border illegal activities and to build mechanisms of collaboration between park authorities of Burundi and Rwanda. (Point person: Michel Masozera)
2. **Protein security:** WCS engages with rural communities in each of its landscapes across the Congo Basin, whether it is large-scale investment or feasibility studies for future work. Among four priorities, WCS intends to specifically work on protein security over the coming years, through 4 main areas: (1) Sustainable fisheries, as WCS plans to hire a sustainable fisheries expert to develop programs with our teams in TNS, Lac Tele, Ituri, and Cameroon, as well as in some other landscapes, including in Gabon, Conkouati, and Salonga, (2) Large-scale protein for large rural towns close to our landscapes, like large-scale chicken and fish project in Ouessou, (3) Improved care for household livestock, like eye-drop vaccine against Newcastle disease each year for chickens in rural villages in priority landscapes, (4) Promoting domestic proteins in urban centers, as WCS wants to be leader in going beyond research to actual efforts to change attitudes and behaviors in some major urban centers which drive much of the luxury bushmeat demand. (Point person: Michelle Wieland)
3. **Governance of protected areas:** this initiative of WCS is about results-based management and accountability both at site level and at national levels across PA networks. Already doing this in both DRC and RoC with WRI under CARPE and other partners (e.g. GIZ in DRC), and in Gabon with ANPN, WCS intends to scale up this work, for multiple reasons: (1) it is relevant to both government financing of protected areas and also international/bilateral funding of protected areas, (2) it also potentially links in to the various international Standards that are in debate for PA management, (3) its relevant to COMIFAC's objectives and to RAPAC's raison d'être. (Point person: Emma Stokes)
4. **Forests policy:** one of the new WCS's goal in Central Africa is to support conservation objectives by using policy initiatives relevant to and accepted within the region to support on-the-ground conservation focused on 3 main areas of policies: *Protected Areas* (especially policies on World Heritage sites, certification of PAs & transboundary PAs complexes and COMIFAC landscapes), *Commercial*

*Forestry* (especially policies on certification, legality, spatial planning, Public-Private-Partnerships, HCV & Jurisdictional Approach), and *Governance* (transparency, law enforcement monitoring & anti-corruption strategies). (Romain Calaque).

5. Some of the programs/activities covered under pars 2, 3 and 4 are financed by USAID/CARPE under its Central Africa Ecosystems Conservation Project (CAFEC) in DRC and Republic of Congo (RoC).

## **WWF**

1. Continuer à utiliser stratégiquement le réseau WWF à travers le monde pour communiquer sur
  - a. La valeur unique du Bassin Du Congo et les priorités de conservation du CBFP dans le Bassin du Congo.
  - b. Elever le caractère sérieux de la criminalité faunique au plus haut niveau, tel qu'initié depuis deux ans. Notre nouvelle équipe de communication renforcée travaillera étroitement avec les partenaires du CBFP dans ce sens.
2. Plus spécifiquement, le WWF travaillera de manière rapprochée avec la CEEAC en appui à son unité de lutte contre le braconnage. Le WWF soutiendra également les pays du Bassin du Congo où le WWF a une présence permanente, dans la mise en place des unités nationales de coordination qui regroupera tous les ministères touchés par le combat contre la criminalité faunique.
3. Appui technique du WWF à la CEEAC concernant le renforcement de ses capacités sur la mise en place d'un programme de lutte anti-braconnage sur le nord Cameroun, Chad et RCA (projet BAD/CEEAC/WWF).
4. Le WWF travaillera avec la CEEAC sur l'élaboration de la stratégie régionale de développement durable de l'huile de palme dans la sous-région.
5. Le WWF s'engagera à travailler avec WCS et d'autres partenaires sur la promotion et l'harmonisation des inventaires et du suivi des populations de grands mammifères dans les paysages prioritaires du CBFP.
6. A travers de la recherche sur les impacts de la certification forestière et une communication effective sur les bonnes et mauvaises pratiques de la gestion forestière pousser/encourager les entreprises forestières à améliorer leurs pratiques et de confirmer cette amélioration par une tierce partie selon les standards FSC de gestion forestière.
7. A travers son bureau du WWF France, le WWF propose de mener des actions renforcées pour la prochaine COP 21 Climat qui aura lieu à Paris en novembre 2015 et d'aider les partenaires CBFP à passer leurs messages à cet événement planétaire.

